



## Guinée

# « Abdoulaye Sow, le « Baobab » du monde syndical, s'éteint »



P.2

Lisez le journal numérique sur le site:  
www.kefinafasso.com

Sondage

P.3



**L'eau, première priorité, l'électricité en deuxième position (Aliou Barry, directeur de STAT VIEW international) (Entretien)**

Eventuelle émission des billets de 50 à 100.000F P.4



**Un économiste rejette cette sortie du Gouverneur de la BCRG (Entretien)**

Guinée

P.5



**50 journalistes formés à l'IA pour une couverture professionnelle du scrutin présidentiel**

Edito à vue d'Aigle

## Vers le renouvellement du personnel politique

Les observateurs et les analystes avertis s'accordent pour dire que l'on s'achemine lentement mais sûrement vers le renouvellement du personnel politique au pays de Mamadi Doumbouya. Désormais c'est la traversée du désert pour les formations politiques considérées à juste raison comme les partis les plus représentatifs de ces quinze dernières années. Comme on le sait, c'est en 1992 que le multipartisme intégral a été instauré en Guinée par le régime du Général Lansana Conté, alors chef de l'Etat...

Education

P.3

**Suspension de la grève de l'Intersyndicale et reprise des cours**

MIKIS THEODORAKIS

P.4

**LE GREC MONDIAL**

Vie de nation

P.5

**Guinée, entre purge institutionnelle et course au financement**



## Édito à vue d'aigle



## Vers le renouvellement du personnel politique

Les observateurs et les analystes avertis s'accordent pour dire que l'on s'achemine lentement mais sûrement vers le renouvellement du personnel politique au pays de Mamadi Doumbouya. Désormais c'est la traversée du désert pour les formations politiques considérées à juste raison comme les partis les plus représentatifs de ces quinze dernières années. Comme on le sait, c'est en 1992 que le multipartisme intégral a été instauré en Guinée par le régime du Général Lansana Conté, alors chef de l'Etat.

Ce dernier avait proposé la création de deux partis politiques, l'un au pouvoir et l'autre dans l'opposition, pour animer la vie politique nationale. Une proposition qui, on le sait, a été rejetée par les acteurs politiques majeurs de l'époque. Les formations politiques se sont alors créées sur des bases ethniques ou régionalistes, avec tous les risques que cela comporte pour l'indispensable unité nationale. De 1992 à ce jour, beaucoup d'eau aura coulé sous le pont enjambant le marigot politique



Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018

**Siège :** Quartier Bambeto, Secteur: Taranya, Commune de Ratoma, sur la route Le Prince à côté de la Mosquée Diakitéya - BP : 6184 Conakry - République de Guinée

**E-mail :** laigleinfosgn@gmail.com

**Tél:** (+224) 621 93 53 88

**Fondateur & Administrateur Général** Mamadou Aliou (Kéfina Diakité & Kaba Kankoula) Diakité

**Tél.** +224 621 93 53 88 / 622 04 62 21 / 664 63 09 53

**Directeur de Publication:** Amadou Sadjo Diallo

**Rédacteur en Chef:** Sékou Condé

**Secrétaire Général de la Rédaction:** Samuel M'Bemba

**Comité de Rédaction:** Sammel M'Bemba, Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité, Sékou Condé, Mamadou Oury Bah, Amadou Sadjo Diallo, Moussa Thiam, Boéboé Béavogui, Abdoulaye Durack Bangoura

**Stagiaire:** Mamadou Oury Bah

**Service Commercial, Marketing, Abonnement, Annonces et Pub:**

Oumar Kabirou Kaba 654 75 56 50

**Chef PAO:** Abdoulaye Durack Bangoura

**Imprimeur:** Alseny Camara 628066445

**Imprimerie:** Imprimerie Lanyi

**Distribution:** L'Aigle Infos/Maison du Livre

**Mise en page:** CMP-GAMS 629106363

**Photographe:** Moustapha Camara

**Édité par :** Kéfina Sarlu (Société de Régie, d'édition et de Communication)

Lire l'Aigle Infos,  
c'est lire la vérité  
et la vertu

Kéfina Diakité

Guinée

## Abdoulaye Sow, le « Baobab » du monde syndical, s'éteint

Abdoulaye Sow, figure emblématique de la défense des droits des travailleurs en Guinée, est décédé des suites de maladie, laissant un immense vide dans le paysage syndical national et régional. L'ancien secrétaire général de l'USTG a été rappelé à Dieu le mardi 2 décembre à Conakry.



Un dernier hommage lui a été rendu par le gouvernement guinéen, le secteur privé, ainsi que par ses parents, amis et proches collaborateurs, lors d'un symposium organisé au Palais du Peuple de Conakry, le jeudi 4 décembre 2025.

Le Premier ministre de la Transition, Amadou Oury Bah, a présidé la cérémonie. Au nom du gouvernement, il a présenté ses condoléances et salué la mémoire du défunt, soulignant qu'Abdoulaye Sow avait consacré une grande partie de sa vie à la cause des travailleurs.

## Un compagnon de la dernière heure

Cette disparition subite représente une double perte pour le Premier ministre Bah, qui a côtoyé Abdoulaye Sow tant sur le plan professionnel que syndical.

« C'est un exercice particulièrement difficile pour moi de m'adresser à vous en des circonstances aussi pénibles pour nous tous. Pénibles parce que la dernière conversation que j'ai eue avec lui, c'était samedi dernier, le soir, où nous évoquions encore les modalités pratiques pour résoudre une crise syndicale dans un secteur d'activité important qu'est l'Éducation nationale. En d'autres termes, jusqu'à la dernière minute, il a été un syndicaliste », s'est souvenu Amadou Oury Bah. Il a ajouté une note personnelle : « À titre personnel, c'était un ami, nous avons évolué ensemble. Dès notre prime jeunesse, nous avons

contribué à bâtir à la BICIGUI progressivement le système bancaire guinéen. »

La mort de l'ancien SG de l'Union Syndicale des Travailleurs de Guinée (USTG) et Secrétaire général de la Fédération Syndicale Autonome des Banques, Assurances et microfinances de Guinée (FESABAG) laisse un vide immense.

« Je dois dire que c'est un compagnon qui disparaît. C'est également un baobab du monde syndical qui se couche. À sa famille, au nom du Chef de l'État également, nos sincères condoléances », a-t-il conclu.

« Il appartenait à la nation tout entière »

Abdoulaye Camara, Secrétaire général de l'USTG, a introduit son allocution par ces mots poignants : « Le président de l'USTG va nous manquer. » Il s'est remémoré leur dernière conversation.

« On a parlé mercredi, jeudi, vendredi. Le samedi, il ne m'a pas appelé. Je l'ai appelé pour lui dire qu'on allait faire la grève du silence. Il a dit 'ha ! Jeune frère, c'est comme ça maintenant ?' Je lui ai répondu Oui. Il m'a dit qu'il était souffrant, puis il a dit : 'je t'attends, reviens'. C'est notre dernière conversation », a-t-il partagé. Soulignant l'engagement d'Abdoulaye Sow dans les secteurs public et privé, le Secrétaire général adjoint de la FESABAG, Abdoul Gadiri Diallo, a insisté sur le fait que le défunt « n'appartenait pas à sa famille, mais au monde

syndical ».

Au nom des travailleurs du secteur bancaire, il a présenté ses condoléances : « Nous savons que la douleur est immense et que les mots ne suffisent pas. Votre époux, père et fils ne vous appartenait plus, mais il appartenait à la nation guinéenne tout entière. Il n'a pas seulement marqué nos vies professionnelles, il a aussi marqué nos vies personnelles. »

Les mots de la famille ont été prononcés par le fils aîné du défunt, Boubacar Sow, qui a rendu hommage à un père exemplaire et responsable.

« La douleur est immense, mais je remercie Allah de nous avoir donné un père qui nous a transmis l'honnêteté, la dignité et l'amour du prochain. Mon père était un homme simple, mais grand par ses valeurs. Il a consacré sa vie à sa famille, à sa communauté et à la paix autour de lui. Il nous a appris à rester droits, à travailler, à respecter et à pardonner », a salué Boubacar Sow.

Abdoulaye Sow repose désormais à Diaguissa, son village natal dans la préfecture de Dalaba.

Samuel Demba. D



Lire l'Aigle Infos,  
c'est lire la vérité  
et la vertu



INTERVIEW

Sondage

## L'eau, première priorité, l'électricité en deuxième position (Aliou Barry, directeur de STAT VIEW international)

L'eau, l'électricité sont les besoins les plus exprimés par les guinéens en ce moment. Ceci est le résultat d'une enquête menée par STAT VIEW international. Selon le Directeur de Afro-baromètre, ces données pour servir les candidats en lice pour la campagne présidentielle du 28 décembre 2025. Comment cette investigation est menée ? Votre quotidien hebdomadaire a interrogé Aliou Barry.



**L'Aigleinfos :** Vous avez rendu publics récemment les résultats de plusieurs enquêtes en lien avec les populations notamment leur préoccupation du moment. Cela a donné quoi ?

**Aliou Barry :** Par rapport à ces résultats concernant les priorités des Guinéens, la principale reste l'élection présidentielle. Le 28 décembre 2025, le peuple ira élire son nouveau dirigeant, c'est pourquoi nous avons publié ces résultats des populations à l'attention des neuf candidats en lice.

**L'Aigleinfos :** Comment vous procédez à l'élaboration de ce genre de travail, et quels sont les critères que vous mettez en avant ?

**Aliou Barry :** C'est par un sondage d'opinion réalisé sur le plan national. Il y a une sélection des répondants de manière à ce qu'ils soient plus représentatifs de l'ensemble de la population guinéenne et généralement nous travaillons en collaboration avec l'institut national de la statistique. Et donc nous avons voulu comprendre quelles étaient les at-

tentes de la population vis-à-vis du futur gouvernement mais aussi bien les priorités nationales et régionales.

**L'Aigleinfos :** A l'issue de ce travail, dites-nous quels sont les principaux besoins des populations de Conakry ?

**Aliou Barry :** Pour le cas spécifique la capitale, la priorité numéro un c'est l'électricité. 54% des répondants ont cité l'électricité comme priorité, la deuxième priorité c'est le chômage qui occupe 43%, l'insécurité alimentaire avec 40%, 37% et la santé 32%.

**L'Aigleinfos :** Et à l'intérieur du pays, quels sont les besoins exprimés par les populations ?

**Aliou Barry :** A l'intérieur du pays, les besoins varient. Mais d'une manière générale c'est l'eau qui vient en tête, les questions de route, la santé, l'électricité et la faim.

**L'Aigleinfos :** Qu'en est-il de la classe de l'éducation dans votre sondage ? Est-ce que c'est une priorité ou pas ?

**Aliou Barry :** Dans tous les cas ça reste une priorité mais nous n'avons pas mené d'éducation qualitative pour savoir réellement mais quand vous constatez le cas de Faranah, l'éducation a été citée en deuxième position par 46% des populations.

**L'Aigleinfos :** Et que disent les citoyens par rapport à la popularité du président de la transition, Mamadi Doumbouya ?

**Aliou Barry :** Avec le réseau Afro-baromètre comme vous le savez, nous publions les résultats chaque deux ans sur la côte de popularité ou la confiance envers le président en exercice. Actuellement, la côte de popularité du président est à 53%. Il était à 46% en 2022 lors de notre dernier sondage.

tuellement, la côte de popularité du président est à 53%. Il était à 46% en 2022 lors de notre dernier sondage.

**L'Aigleinfos :** Après cette présentation, quelle sera la suite ?

**Aliou Barry :** Nous avons déjà mis à la disposition des candidats, tous nos résultats pour qu'ils puissent utiliser ces données comme des données référentielles lors de leurs campagnes mais surtout à l'attention du président qui sera élu, et il saura quelles sont les priorités auxquelles il doit s'attaquer.

**L'Aigleinfos :** Merci à vous Monsieur Aliou Barry, Directeur de STAT VIEW international en Guinée !

**Aliou Barry :** C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D



Education

## Suspension de la grève de l'Intersyndicale et reprise des cours

Le mercredi 10 décembre 2025, l'Intersyndicale de l'Éducation a annoncé la suspension de son mot d'ordre de grève et la reprise des cours le lendemain. L'annonce a été faite à l'issue d'une assemblée générale tenue à la Bourse du Travail, après deux semaines de paralysie dans le système éducatif pré-universitaire.



C'est Aboubacar Diesto Camara, porte-parole de l'Intersyndicale FSPE-SNE, qui a eu l'honneur de lire le préavis de suspension de la grève, tout en précisant que les cours reprendront effectivement le jeudi 11 décembre 2025 à partir de 8h00 sur toute l'étendue du territoire national.

« L'Intersyndicale de l'Éducation (FSPE-SNE) décide de la suspension du mot d'ordre de grève générale déclenchée le 1<sup>er</sup> décembre 2025 sur l'ensemble du territoire national. Elle remercie les enseignants pour avoir respecté ce mot d'ordre malgré les menaces et intimidations. Vous

êtes restés unis et solidaires dans la défense d'une cause noble. À cet effet, elle invite toutes les enseignantes et tous les enseignants de Guinée à une reprise effective des cours dès ce jeudi 11 décembre 2025 à partir de 8h00 », peut-on lire dans ledit préavis.

Pour rappel, c'est le 1<sup>er</sup> décembre dernier, que cette grève a été lancée à travers le pays. Elle a réussi, si l'on peut dire ainsi, à perturber le fonctionnement des écoles publiques du pays, au grand dam des élèves et de leurs parents. L'on a enregistré plusieurs manifestations d'élèves, dont une qui

a coûté la vie à une collégienne, plongeant la communauté éducative dans la consternation.

Dans le préavis de l'Intersyndicale, la suspension du mouvement de grève a été justifiée par plusieurs facteurs parmi lesquels l'on peut citer entre autres les efforts de médiation de la société civile, à travers le CNOSCG ; l'implication du Mouvement syndical guinéen dans la recherche d'une solution ; la main tendue du gouvernement envers l'Intersyndicale ; les risques de récupération politique de la grève ; l'appel du gouvernement en faveur d'un dénouement pacifique de la crise ; la nécessité de préserver un climat serein en période électorale ; ainsi que la reprise des négociations prévue le jeudi 11 décembre 2025 à midi au ministère du Travail et de la Fonction publique.

Pépé Balamou et ses camarades de l'Intersyndicale FSPE-SNE ont par ailleurs précisé que cette suspension s'inscrit dans une volonté d'apaisement et de dialogue. Ils préviennent toutefois qu'ils resteront vigilants quant aux résultats des discussions à venir avec la partie gouvernementale.

Kéfina Diakité

Yattaya

## Le décès d'un lycéen plonge sa famille dans la tristesse

Selon le site Africaguinee.com, dans la nuit du samedi 06 au dimanche 07 décembre 2025, Thierno Madjou Barry, un jeune d'une vingtaine d'années, élève en 12<sup>ème</sup> année, est décédé dans des circonstances troubles à Yattaya, dans la commune de Sonfonia. A en croire la famille du lycéen, le drame se serait produit aux environs de 1 heure du matin.



« Vers 22 heures, son père, avec qui il partage le même bâtiment, lui avait demandé de rentrer dormir. Thierno lui a répondu qu'il allait veiller un peu parce que c'est samedi et qu'il n'avait pas école le lendemain. Vers 1 heure du matin, son père s'est réveillé et a constaté que Thierno n'était toujours pas rentré. Il l'a appelé plusieurs fois, sans réponse. Sa mère a également essayé. À la deuxième tentative, c'est l'un de ses amis qui a décroché pour dire que Thierno Madjou avait fait un accident et qu'ils étaient à l'hôpital régional d'Entag », a confié à Africaguinee un membre de la famille. A l'hôpital, les parents du jeune ont découvert que leur fils était déjà décédé. Son corps ne présentait aucune trace de sang

ni de blessure visible. Ce qui aurait suscité des interrogations. Les deux jeunes qui étaient en sa compagnie ont été interpellés pour des fins d'enquête. A l'hôpital régional d'Entag, rapporte Africaguinee, un médecin a apporté des précisions sur la cause probable du décès : « Nous avons reçu un jeune du nom de Thierno Madjou Barry. Il est décédé suite à la consommation d'une drogue Kush, ce qui a provoqué un arrêt cardiaque. Son corps est conservé ici pour le moment ». Dans l'attente des résultats des investigations policières, la famille de la victime est plongée dans la douleur et l'incompréhension.

Kaba Kankoula



## MIKIS THEODORAKIS LE GREC MONDIAL

*Mikis Theodorakis, né sur l'île de Chios le 29 juillet 1925-100 ans depuis sa naissance-et originaire de Galatas, Chania, sur l'île de Crète, du côté de son père, et de la ville côtière de Cesme, en Asie Mineure, du côté de sa mère, est, de par la qualité de son œuvre et le rayonnement international de son nom, peut-être la figure de proue de la culture grecque et certainement de la musique grecque depuis la création de l'État grec le 3 février 1830, avec le Protocole de Londres.*



Mikis Theodorakis a été actif dans de nombreux genres musicaux. Il convient toutefois de souligner qu'il s'est également consacré à la musique classique, composant des symphonies, des opéras, des ballets, des oratorios, de la musique de chambre et des pièces pour piano solo.

Il a également composé le rythme grec le plus internationalement reconnu, le syrtaki, pour le film «Zorba le Grec» (1964), basé sur le roman «La Vie et l'État d'Alexis Zorba» du grand écrivain grec Nikos Kazantzakis, et réalisé par le réalisateur grec Michael Cacoyannis, avec Anthony Quinn, Alan Bates et Irene Pappas.

La mise en musique de poèmes constitue également une œuvre majeure de son travail. Il utilisait en effet des poèmes de grands poètes comme paroles pour composer des chansons. Plus précisément, des poèmes du poète chilien Pablo Neruda, prix Nobel de littérature en 1971, du poète grec Giorgos Sefiris, prix Nobel

de littérature en 1963, du poète grec Odysseas Elytis, prix Nobel de littérature en 1979, du poète grec Yiannis Ritsos, prix Lénine pour la paix en 1976, et du poète grec Kostas Varnalis, prix Lénine pour la paix en 1959.

Outre «Zorba le Grec», il a également composé la musique de plusieurs films célèbres, tels que «Phèdre» (1962) avec Anthony Perkins et Melina Mercouri, et «Serpico» (1973) avec Al Pacino. En 1970, il reçoit le BAFTA (British Academy Film Award) pour la musique du film «Z», adapté du roman éponyme de l'écrivain Vasilis Vasilikou et qui remporte deux Oscars: celui du meilleur film en langue étrangère et celui du meilleur montage. Le film met en vedette Yves Montand, Jean-Louis Trintignant et Irène Pappas et est réalisé par Costas Gavras, qui obtient l'Oscar du meilleur scénario en 1982. En 1983, Mikis Theodorakis est également décoré du prix Lénine pour la paix. Ses compositions ont été inter-

prêtées par des artistes de renommée internationale, comme les Beatles, Shirley Bassey, Joan Baez et Édith Piaf.

Mikis Theodorakis, cependant, mena également des activités politiques, de résistance et d'activisme. Il fut député et ministre. Durant l'occupation allemande de la Grèce, il s'engagea dans l'armée de résistance «ELAS» et l'organisation de jeunesse de résistance «EPON». En juillet 1947, il fut arrêté et exilé à Ikaria. Il fut emprisonné par la dictature le 21 avril 1967. Ardent défenseur de la paix et de l'amitié entre les peuples, il contribua activement aux mouvements internationaux et grecs en la matière. Il s'éteignit à Athènes le 2 septembre 2021, à l'âge de 96 ans.



**Isidoros Karderinis, journaliste, correspondant de presse à l'étranger accrédité par le ministère des Affaires étrangères de Grèce, membre régulier de l'Association des correspondants de presse à l'étranger grecs, romancier, poète et parolier.**

## Présidentielle du 28 décembre Souleymane Souza Konaté de l'UFDG prévient que son parti ne donnera aucune consigne de vote

*Le dimanche 07 décembre 2025, le président de l'UFDG, Cellou Dalein Diallo, a invité ses militants et sympathisants à s'abstenir de voter le 28 décembre prochain pour ne pas cautionner un scénario, dit-il, écrit d'avance. Quant à son conseiller en communication, Souleymane Souza Konaté, il a martelé que l'UFDG ne servira plus d'échelle à "des aventuriers politiques sans vision".*

«L'UFDG, instruite par les trahisons passées, les alliances toxiques et les erreurs stratégiques coûteuses, a définitivement tiré les leçons du passé. Plus jamais le parti ne servira d'échelle à des aventuriers politiques sans vision, sans envergure et sans colonne vertébrale idéologique. Le premier parti de Guinée n'est plus un champ d'expérimentation pour apprentis présidents...Le président de l'UFDG vient donc de briser net le rêve artificiel de candidats fabriqués à la hâte, sans base, sans poids, sans ancrage populaire, qui espéraient se hisser au sommet de l'État par procuration, en profitant cyniquement de l'élimination d'un véritable leader. Mais l'occasion ne fera jamais le larron électoral. En politique, on ne vole pas une légitimité, on la construit », dira-t-il. Et d'ajouter que les candidats qui confondent agitation et légitimité vont redescendre sur terre au soir du 28 décembre 2025.

« Si la fanfaronnade suffisait pour gouverner, la Guinée aurait déjà une certaine de présidents. Mais la politique n'est pas un jeu vidéo. Une élection n'est pas un tirage au sort. Ceux qui confondent agitation et légitimité l'apprendront brutalement, le moment venu », fait remarquer Souleymane Sou-

za Konaté. Pour lui, la décision du chef de file de l'UFDG de rester loin du processus électoral en cours est une preuve de sa constance, de son courage et de sa loyauté envers la nation guinéenne.

« El Hadj Cellou Dalein Diallo n'a aucun remords d'avoir préféré la Guinée aux calculs personnels, d'avoir sacrifié sa tranquillité pour la démocratie, au prix d'humiliations, d'exils, d'injustices et de persécutions. Contrairement à d'autres, il n'a jamais marchandé ses principes. Il se bat pour un seul objectif : rendre au peuple guinéen son droit souverain de choisir librement ses dirigeants à travers des élections transparentes, crédibles et équitables. Il n'est ni un fraudeur, ni un marchand d'illusions, ni un vendeur de slogans creux », soutient Souleymane Souza Konaté.

Pour rappel, le président de la transition, Mamadi Doumbouya, aura face à lui huit autres candidats, dont une femme, Hadja Makalé Camara.

Kaba Kankoula



INTERVIEW

Eventuelle émission des billets de 50 à 100.000F

## Un économiste rejette cette sortie du Gouverneur de la BCRG

*Le Gouverneur de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) pense à une possibilité d'émission des billets de 50 à 100.000 GNF. De l'avis de l'économiste Mamadou Aliou Barry, vice-président de l'association guinéenne des économistes spécialisés, cette pensée de Docteur Karamo Kaba pourrait créer l'inflation. Il estime tout simplement que c'est une mauvaise idée.*



**L'Aigleinfos : Le Gouverneur de la Banque centrale de la République de Guinée a annoncé une étude en cours sur l'émission des billets de 50.000 et 100.000 GNF. Quel commentaire en faites-vous ?**

**Dr Thierno Abdoulaye Barry :** Vous savez, la monnaie est un instrument très fragile, sensible et très pertinent. Et lorsqu'une décision doit être prise sur l'émission des billets de 50 à 100.000 F et que cela est en train de faire l'ob-

jet d'une étude, je pense que la monnaie se recule automatiquement. Ce qu'il faut comprendre est que la valeur réelle d'une monnaie c'est sa capacité à acquérir des services avec une unité des monnaies. Mais lorsqu'on est en train de penser d'émettre des billets comme ça, cela sous-entendrait que la monnaie s'est désappréciée par rapport à la valeur du bien qu'elle est censée acquérir. C'est la monnaie qui se recule d'elle-même sur le marché par rapport à l'offre et la

demande.

**L'Aigleinfos : En termes clairs, est-ce que c'est une bonne idée ?**

**Dr Thierno Abdoulaye Barry :** Vous savez, l'idée n'engage que la personne qui l'émet. Peut-être que nous ignorons complètement ce qu'elle avance mais moi je ne comprends pas pourquoi qu'ils veulent émettre des billets de 50 à 100.000 F en allant d'une étude par rapport aux Guinéens. L'étude qui doit être faite c'est une étude économique par rapport à la quantité des biens et services dans la circulation par rapport à la quantité de monnaie en circulation. Quand vous avez de nos jours un billet de 20.000F pour acheter un sachet d'eau c'est des problèmes. De même un billet de 10.000F pour payer un tronçon. Maintenant, quand vous aurez un billet de 50.000F à qui vous allez l'adresser ? Comment ils vont penser de vous ? Moi je pense que ce n'est pas la meilleure idée.

**L'Aigleinfos : Le Gouverneur soutient que le fait d'émettre ces billets ne va pas engendrer l'inflation. Que pensez-vous de son argument ?**

**Dr Thierno Abdoulaye Barry :** Mais si, ça va engendrer l'inflation. Il faut savoir qu'il y a inflation par la demande et par rapport au prix. Vous verrez des vendeurs qui vendaient un article à 10.000F qui vont désormais le vendre à 100.000 parce que pour lui, les gens sont devenus riches. Et on appelle ça de l'inflation. Il ne faut pas se leurrer, la monnaie plus on la demande, plus elle a de la valeur moins elle est demandée plus elle perd sa valeur.

**L'Aigleinfos : Le patron de la BCRG soutient aussi que les billets de 20.000 ont été émis lorsque la Guinée avait un PIB environ 8.000.000 de dollars et une population d'environ huit millions. Dix ans plus tard, le rabâchage montre un PIB autour de 36.000.000 à 40.000.000.000 de francs guinéens et la population a atteint 16.000.000...**

**Dr Thierno Abdoulaye Barry :** Il y a un problème dans cet argument. Il n'y a pas de comparaison directe confirmée entre la valeur d'une monnaie et le PIB de sa

population. Encore une fois, la monnaie est liée à la marchandise, aux biens et services procurés par l'économie. Il faut voir le dollar par rapport à la population américaine ou l'euro en Europe. Je ne crée pas une polémique mais je ne sais quelle théorie il faut se fonder pour apporter un tel argument ?

**L'Aigleinfos : Quelles sont les conditions d'émission des gros billets ?**

**Dr Thierno Abdoulaye Barry :** Pour le faire, il faudrait qu'il ait la contrepartie de ces billets-là en termes de devises et en termes de contre-valeur de la masse monétaire notamment l'or, le diamant, des pièces précieuses ou des contrats à l'étranger.

**L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Barry, spécialiste des questions économiques !**

**Dr Thierno Abdoulaye Barry :** C'est moi qui vous remercie pour l'opportunité !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D





Guinée

## 50 journalistes formés à l'IA pour une couverture professionnelle du scrutin présidentiel

**L'AGUIPEL, avec l'appui du système des Nations Unies, a pris une initiative majeure pour préparer la presse nationale aux défis des prochaines élections. Une cinquantaine de journalistes, issus de médias privés et publics de Conakry et de l'intérieur du pays, ont participé à un atelier intensif de trois jours. L'objectif était de les former aux avantages de l'utilisation de l'Intelligence Artificielle (IA) pour la vérification des données et la lutte contre la désinformation avant toute publication.**



Les travaux ont été officiellement lancés par le président de la Haute Autorité de la Communication (HAC), en compagnie du Ministre de l'Information et de la Communication.

Le thème central de cet atelier était : « **L'IA au service des médias pour une couverture électorale efficiente et responsable** ». Une thématique d'une actualité brûlante, directement liée à la préparation du scrutin présiden-

tiel.

### L'IA, un impératif face à la vitesse du numérique

Dans son allocution, le président de l'AGUIPEL a souligné l'importance de cette formation dans le contexte politique actuel. « La Guinée s'apprête à engager un cycle électoral déterminant pour son avenir démocratique. C'est un contexte qui exige des médias forts et responsables. À l'heure du numérique, l'information cir-

**cule plus vite qu'elle ne se vérifie », a-t-il fait remarquer.**

Ce contexte est particulièrement exigeant pour les professionnels des médias, qui sont appelés à informer, à apaiser, à clarifier et à faire vivre la démocratie. Cependant, il a déploré que les rédactions manquent souvent d'outils modernes, de formations continues, et d'accès à des technologies à la hauteur des défis posés par l'ère numérique.

C'est précisément pour répondre à ces réalités qu'AGUIPEL a proposé ce projet ambitieux, innovant et structurant : ouvrir les portes de l'intelligence artificielle aux journalistes guinéens des secteurs public et privé, y compris ceux basés à l'intérieur du pays. « Former, c'est créer une communauté et bâtir l'avenir », a déclaré Amadou Tham Camara.

### Des outils concrets et une charte éthique en perspective

Les journalistes sélectionnés ont été formés à des pratiques concrètes, incluant des **simulations de couverture électorale**,

des sessions sur la lutte contre la désinformation, et la manipulation d'outils d'IA. Ces travaux pourraient mener à la « construction d'une charte d'usage éthique de l'intelligence artificielle pour la presse en Guinée », a envisagé le patron du site GuinéeNews.

La présidente du groupe communication du système des Nations Unies en Guinée, Maddalena Bertolotti, a salué le calendrier de la formation. Elle estime qu'il est opportun d'organiser cet atelier, rappelant que « La révolution numérique a totalement transformé notre manière de produire, diffuser et consommer l'information. La question des enfants et des jeunes occupe également une place centrale. Nous avons la responsabilité collective de garantir des environnements numériques sûrs à tous les Guinéens, et particulièrement aux plus jeunes d'entre eux. »

### L'IA : un renfort, pas un remplaçant

Alors que l'avènement de l'intelligence artificielle dans certains pays occidentaux a soulevé des craintes de chômage parmi les journalistes, le Ministre de l'Information et de la Communication s'est voulu rassurant. « L'intelligence artificielle n'est pas là pour vous remplacer, pour prendre possession de votre jugement, mais pour **renforcer vos capacités** », a affirmé Fana Soumah. Toutefois, le Ministre a insisté sur

le fait que l'usage de l'IA dans les médias « doit s'accompagner d'une vigilance accrue : respect de la neutralité journalistique, protection des données professionnelles et citoyennes, et préservation de la sécurité de l'information. »

Pour lui, si l'IA permet de gagner « en vitesse, en précision et en impact », la boussole du journaliste reste « l'éthique et la responsabilité, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur ».

De son côté, le président de la HAC a rappelé l'existence de la décision réglementant la couverture médiatique de la campagne pour l'élection présidentielle du 28 décembre. C'est pourquoi, a-t-il précisé, la HAC régleme le volet réseaux sociaux et intelligence artificielle.

« Je vous dis déjà toute la satisfaction de la HAC. Depuis l'ouverture de la campagne électorale, vous faites preuve de beaucoup de professionnalisme, de discernement. Je voudrais vous y encourager et vous rassurer que la Haute Autorité de la Communication vous protégera dans l'exercice de votre profession. » Cependant, le patron de la HAC a lancé un avertissement : « S'il y a de mauvais journalistes, l'État de droit et la démocratie sont en péril. »

Samuel Demba. D

Mamou

## Top départ de la campagne du candidat Doumbouya

**C'est la mouvance politique "Génération pour la Modernité et le Développement" (GMD) qui soutient, à travers tout le pays, la candidature de Mamadi Doumbouya, à la présidentielle du 28 décembre prochain. A Mamou, la ville-carrefour, la campagne présidentielle a été officiellement lancée dimanche 7 décembre 2025 par le directoire de campagne.**



Une occasion qui a été mise à profit par les responsables pour détailler les grands axes du mandat de Mamadi Doumbouya.

Dans son intervention, relayée par le site Africaguinee.com, Omar Barry, le Directeur de campagne de la GMD à Mamou, dira ceci : « Je tiens à vous adresser mes sincères remerciements pour le lancement réussi de la campagne présidentielle dans la préfecture de Mamou. Votre mobilisation, votre engagement et votre esprit d'équipe ont été exemplaires. Grâce à vous, Mamou a donné le ton d'une campagne responsable, dynamique et pleinement engagée pour la victoire écrasante de notre champion, le président Mamadi Doumbouya ».

Il a par ailleurs indiqué que ce lancement n'était que la première étape d'un effort de longue haleine, tout en insistant sur l'importance du travail de terrain quoti-

dien pour concrétiser la victoire de l'actuel locataire du Palais Mohammed V. « Ce lancement n'est qu'un début. Le vrai combat se poursuit sur le terrain, dans les quartiers, les villages, les concessions. Restons mobilisés, restons unis, restons constants dans l'effort. Chaque jour compte. Chaque voix compte », fera-t-il remarquer. « Ensemble, poursuivons le travail jusqu'à la victoire finale. Avec détermination et confiance », lancera le Directeur de campagne de la GMD Mamou.

A rappeler que le tombeur d'Alpha Condé sera face à huit autres candidats validés par la Cour suprême : Makalé Camara, Abdoulaye Yéro Baldé, Faya Lansana Millimouno, Abdoulaye Kourouma, Mohamed Nabé, Ibrahima Abé Sylla, Mohamed Chérif Tounkara, Elhadj Bouna Keïta.

Kéfina Diakité

Vie de la nation

## Guinée, entre purge institutionnelle et course au financement (Semaine du 4 au 10 décembre 2025)

Par Kéfina Diakité

**La semaine du 4 au 10 décembre 2025 en Guinée-Conakry a été marquée par la consolidation de l'autorité de la Transition dans l'espace institutionnel et la montée des tensions autour du financement des prochaines échéances politiques. Le pays navigue entre la volonté affichée d'assainissement et les réalités persistantes de la gestion opaque.**

### - L'Assainissement au sein des corps intermédiaires

L'événement le plus significatif de la semaine réside dans la réaction en chaîne provoquée par l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'AGEPI (Association Guinéenne des Éditeurs de la Presse Indépendante). La prise de pouvoir du nouveau Bureau Exécutif, légitimée par le respect des statuts expirés de l'ancienne direction, a symbolisé l'épuisement de la patience de la société civile face à la dérive clientéliste.

• **Le signal politique :** Cette purge au sein d'une organisation professionnelle majeure est un miroir de l'exigence nationale : la fin de l'impunité et le rejet de la gestion opaque des fonds. L'engagement du nouveau bureau à lancer un audit financier complet envoie un message fort à toutes les structures intermédiaires du pays, y compris la Maison de la Presse : le temps de l'opacité est révolu.

• **La Réaction du CNRD :** La Transition, qui a fait de la lutte contre la corruption son credo, est désormais sommée de soutenir concrètement cet effort d'assainissement, notamment en exigeant la transparence des comptes et en empêchant toute tentative d'accaparement de fonds par les anciens dirigeants.

### - L'Ombre de la Corruption et

**la Course aux Fonds Électoraux** Parallèlement à cette volonté d'assainissement, l'actualité a été dominée par le cynisme financier.

• **L'Alerte :** La révélation que l'ancienne Présidente de l'AGEPI et son Trésorier sillonnaient la DGE (Direction Générale des Élections) pour mettre la main sur les fonds destinés à la presse pour la prochaine campagne présidentielle met en lumière la persistance des vieux réflexes. Ces manœuvres, en dépit de la fin de leur mandat, montrent que pour certains, la politique associative n'est qu'un tremplin vers le financement personnel et clanique.

• **L'Urgence pour la DGE :** La DGE est face à ses responsabilités. Elle doit appliquer strictement le principe de la légalité et s'assurer que les fonds destinés à la sensibilisation électorale ne tombent pas entre les mains de structures illégitimes. La crédibilité de la Transition repose sur sa capacité à bloquer ces tentatives d'accaparement.

- **Contexte Socio-Économique :** La Stabilité à Améliorer Sur le front socio-économique, la situation reste tendue malgré la fermeté des autorités.

• **Inflation et Pouvoir d'Achat :** Bien que les chiffres macroéconomiques se maintiennent (notamment grâce à la bonne performance du secteur minier), la population guinéenne

continue de subir les effets d'une inflation persistante, érodant le pouvoir d'achat, particulièrement sur les denrées de première nécessité.

• **Les Infrastructures :** Des efforts sont visibles, mais la précarité énergétique et le manque de fluidité dans les transports (notamment à Conakry) continuent de peser lourdement sur l'activité économique et le quotidien des citoyens. La fermeté dans le secteur des transports, bien que nécessaire pour l'ordre, doit s'accompagner d'une alternative et d'une lutte implacable contre la corruption au niveau des contrôles.

### Conclusion : Le Temps de la Preuve

La semaine écoulée est celle de la confrontation entre l'ancienne culture de l'opacité et l'aspiration au renouveau. La Transition ne peut se contenter d'être sévère avec ses opposants politiques ; elle doit être implacable avec la corruption et le clientélisme au sein de ses propres alliés et des organisations partenaires.

Le défi de la Guinée n'est plus seulement d'organiser des élections, mais de bâtir des institutions fondées sur la transparence et le mérite. L'AGEPI a montré la voie ; il appartient maintenant à l'État de prouver qu'il est capable d'accompagner ce changement.



Afrique

## «Le Burkina Faso aujourd'hui est une vitrine», assure le capitaine Traoré qui vante son bilan sécuritaire

Le capitaine Ibrahim Traoré, qui dirige le Burkina Faso depuis septembre 2022, a assuré mercredi 10 décembre 2025, lors d'une intervention télévisée, que son pays « est une vitrine, un modèle », dressant notamment un bilan de la situation sécuritaire. Il assure que « toutes les résistances ennemies qui se sont opposées à nos forces ont été écrasées ».



Au Burkina Faso, à la veille de la célébration du 65e anniversaire de l'accession à l'indépendance, Ibrahim Traoré s'est adressé à ses compatriotes. Dans un message d'une dizaine de minutes, le chef de l'État, qui s'est présenté comme un chef de guerre au milieu de véhicules blindés sur un terrain en zone rurale, dresse un bilan positif de la révolution en cours dans son pays. Lutte antiterroriste, progrès industriel et économique : pour le capitaine, cette révolution devra inspirer d'autres peuples.

Saluant les efforts des forces armées burkinabè, Ibrahim Traoré assure ainsi que le Burkina Faso a fait des progrès dans plusieurs domaines, dont la défense, avec la reprise de plusieurs zones des mains de « l'ennemi », sans aucune précision sur ces localités reconquises. « Plusieurs zones

ont été reconquises en un mois où nos forces combattantes ont mis pied et s'y sont installées, a-t-il affirmé. Toutes les résistances ennemies qui se sont opposées à nos forces ont été écrasées. Ces criminels qui avaient occupé ces zones de notre patrie, en croyant que c'était leur sanctuaire, ont été délogés dans plusieurs zones, et sont en train de fuir le Burkina Faso. Ils n'ont que deux choix : fuir le Burkina Faso ou mourir ».

« Inspirer d'autres peuples à rejoindre le combat de la révolution »

Dans ce message, plus court que d'habitude, le capitaine Ibrahim Traoré invite par ailleurs les opérateurs économiques à « changer de logiciel », en développant la transformation locale des matières premières.

Agents de santé, enseignants,

agriculteurs : tous ont été appelés à redoubler d'efforts, car le monde entier suit ce qu'il se passe au Burkina Faso, assure capitaine Ibrahim Traoré : « Le Burkina Faso aujourd'hui est une vitrine, un modèle : les gens nous suivent et nous n'avons pas d'autre choix que de réussir, pour que ce modèle puisse inspirer d'autres peuples à rejoindre le combat de la révolution, pour que l'Afrique soit libre, digne et prospère. »

Le capitaine Ibrahim martèle qu'ils ne baisseront pas les bras et continueront sur leur lancée, invitant la jeunesse à encourager le combat pour la souveraineté, l'indépendance et la liberté.

Le Burkina Faso est dirigé par le capitaine Ibrahim Traoré, arrivé au pouvoir après un coup d'État militaire en septembre 2022.

RFI

Tribune

## Candeur chronique et parieurs politiques (Par Tibou Kamara)

Faut-il croire que l'optimisme des Guinéens est la preuve d'une candeur chronique, ou simplement l'expression de leur nature profonde de grands rêveurs ? Chacun se contente de très peu, se laisse facilement abuser par les apparences et semble enclin à prendre des vessies pour des lanternes.



Face à une véritable machine de guerre déployée tous azimuts et à un homme qui a démontré, à toute épreuve, sa détermination, ils sont encore nombreux à croire en un coup de théâtre possible dans un horizon pourtant étroit. Or, les challengers ne sont pas engagés dans une compétition comme les autres, ils tentent un saut périlleux dans l'inconnu.

Ce n'est pas parce qu'ils n'ont pas en face d'eux un adversaire capable de les battre haut la main dans les urnes qu'ils ont toutes leurs chances, ou qu'ils pourraient parvenir à renverser la table. Le seul qu'ils osent affronter, investi de tous les attributs du pouvoir, suffit à sceller définitivement leur sort. Ils n'ont pas conscience, ces « bébés candidats », qu'ils se sont lancés avec l'audace des imprudents et l'insouciance des parieurs dans un véritable « Fighting Game » lourd de dangers, un peu comme dans le jeu vidéo « Mortal Kombat ».

D'autres, enclins à l'exagération,

parleront d'une course d'obstacles, voire contre la montre sur un champ de mines. Il faudra déjà les féliciter et les célébrer s'ils en sortent indemnes, sains et saufs. D'ici là, il faudra prier pour les retrouver intacts, au propre comme au figuré.

Moshood Abiola, milliardaire nigérian, avait remporté l'élection présidentielle dans son pays en 1993, mais la junte au pouvoir annula le scrutin avant de l'emprisonner en 1994. Il mourut en détention le 7 juillet 1998, peu après la mort soudaine de Sani Abacha. Jusqu'à aujourd'hui, un grand mystère entoure sa disparition.

En Égypte, Mohamed Morsi, à peine un an après avoir été élu Président de la République sous la bannière des Frères musulmans, fut renversé par un coup d'État à la suite de manifestations provoquées par de multiples crises. Il est décédé dans des circonstances obscures, pendant son second procès, après l'annulation de sa condamnation à mort prononcée lors du premier.

Pendant une transition militaire ou après, la démocratie est plus un défi à relever qu'un vœu réalisé.

Comme le rappelle Karl Marx : « L'histoire se répète, d'abord comme tragédie, puis comme farce. »

Tibou Kamara

## Cellou Dalein Diallo, président de l'UFDG

### « Il y aura une mascarade électorale... »

Le dimanche 07 décembre 2025, le président de l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG), Cellou Dalein Diallo, a fait une déclaration pour une nouvelle fois contester la légitimité et l'organisation du scrutin présidentiel du 28 décembre prochain.



« Il y aura une mascarade électorale dont le seul objectif est de donner un semblant de légitimité et de légalité à la confiscation programmée du pouvoir par Mamadi Doumbouya, en violation de son serment et de sa parole d'officier », a martelé l'ancien Premier ministre de feu Lansana Conté.

« C'est le ministère de l'Administration du territoire et de la Décentralisation qui organise ce soi-disant scrutin. Un ministère dirigé par un général placé direc-

tement sous l'autorité du candidat Mamadi Doumbouya », a-t-il fustigé.

« Tous les gouverneurs, tous les préfets, la quasi-totalité des sous-préfets sont des officiers ou sous-officiers issus de l'armée, de la gendarmerie ou de la police. Ils sont tous nommés par décret et tenus par la solidarité de corps et la discipline administrative et militaire », fait remarquer le chef de file de l'UFDG. Et d'ajouter: « Un soi-disant scrutin organisé par

des gens nommés par le candidat Mamadi Doumbouya et qui détient toujours le pouvoir de les nommer et de les démettre, ne peut pas être une élection ».

Le finaliste malheureux des présidentielles de 2010, 2015 et 2020 a prévenu que son parti, l'UFDG, ne soutiendra aucun candidat qui prend part à ce qu'il considère comme le "deuxième coup d'État" orchestré par Mamadi Doumbouya contre le peuple de Guinée et sa souveraineté. « Re-

fuser de participer, ce n'est pas fuir le combat. C'est défendre la République et ses valeurs. Et surtout, défendre le droit du peuple de Guinée de choisir librement ses dirigeants à travers des élections inclusives, libres et transparentes... Refuser de prendre part à cette mascarade électorale dont les résultats sont connus d'avance, c'est aussi et surtout refuser la continuation d'une gouvernance mortifère marquée par des violations massives et récurrentes des droits de l'homme et des libertés publiques », a-t-il souligné.

« Le peuple de Guinée a encore en mémoire l'assassinat impuni de plus de 60 jeunes manifestants à Conakry. Le décès dans des conditions non encore élucidées de plus de 134 citoyens au stade de N'zérékoré », a martelé Cellou Dalein Diallo, tout en déplorant les disparitions et morts suspectes : « Les disparitions forcées de Fonike Menguè, Billo Bah, Habib Marouane Kamara, Sadou Nimaga et récemment de Massa Douagou Guilavogui. La mort suspecte en détention du général Sadiba Koulibaly, du colonel Célestin Bilivogui »

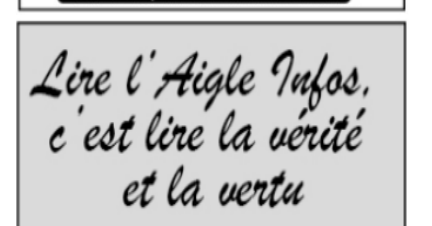
Cellou Dalein Diallo est revenu aussi sur l'arrestation et la condamnation de plusieurs leaders politiques, dont Aliou Bah, président du parti MoDeL et ce qui s'apparente à ses yeux à de

l'intimidation : « Les kidnappings nocturnes suivis de tortures infligées notamment à l'ancien bâtonnier Mohamed Traoré et à l'activiste de la société civile Abdoul Sakho. L'enlèvement du père du journaliste Babila Keïta et des enfants innocents de l'artiste Elie Kamano. »

Au regard de tout ce qui précède, le président de l'UFDG invite les Guinéens à ne pas s'associer au prochain scrutin présidentiel et réitère son appel à la résistance. « Pour toutes ces raisons, je demande aux militants de l'UFDG et à tous nos compatriotes épris de démocratie et de justice de ne pas s'associer à cette mascarade du 28 décembre 2025, dont les résultats sont connus d'avance, », a-t-il lancé.

Reste à savoir maintenant si son appel tombera dans des oreilles attentives. Attendons de voir...

Kéfina Diakité



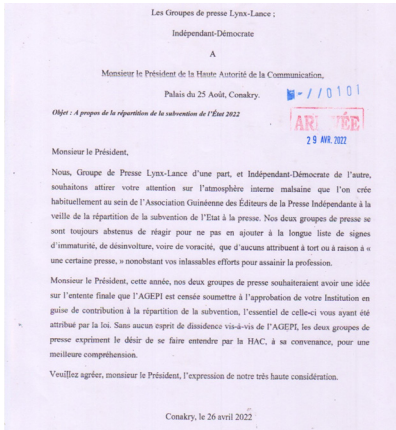


## AGEPI

# La Fin d'une Mascarade (Par Kèfina Diakité)

Conakry, le 30 novembre 2025

**La presse guinéenne vit une semaine de vérité. L'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 novembre 2025, qui a mis fin au mandat expiré du Bureau Exécutif de l'AGEPI, était une décision inévitable face au mépris des Statuts et à la dérive clientéliste de l'ancienne équipe.**



Le communiqué de l'ancienne Présidente, rempli d'une indignation qui sonne faux, n'est qu'un dernier baroud d'honneur. Au lieu de répondre aux accusations de mauvaise gestion, elle préfère s'attaquer à la légitimité des membres et au parcours professionnel du nouveau Président, M. Mamadou Aliou Diakité. Le Démantèlement d'une légitimité factice L'argument selon lequel l'AGEPI n'a pas tenu son congrès à la Maison de la Presse est secondaire. L'essentiel est que l'ancienne équipe a laissé le mandat expirer, créant un vide juridique. L'Assemblée Générale des membres, organe souverain, a agi pour rétablir l'ordre. Le choix du lieu importe peu face à l'impératif de la légalité. En cherchant à fixer unilatéralement un congrès au 16 janvier 2026, l'ancien Bureau tente de s'arroger un pouvoir qu'il n'a plus. Cette manœuvre est une tentative désespérée de légitimer

l'illégitime.

L'Affaire du «Distributeur» : Quand le Mépris révèle l'imposture

L'attaque la plus révélatrice de l'ancienne direction réside dans le mépris affiché pour la profession de distributeur de journaux. Qualifié de «non-professionnel», le nouveau Président, M. Mamadou Aliou Diakité, est pourtant un pionnier :

- Expertise : Il a géré simultanément les fonctions de Directeur Administratif, Financier, Commercial, Comptable et Distributeur au sein du prestigieux Groupe L'Indépendant, sous la rigueur de M. Aboubacar Sylla. Ce parcours prouve la maîtrise de l'ensemble de la chaîne de valeur de la presse.

- Résilience : En 1999, lorsque le Groupe L'Indépendant était persécuté, il était le seul vendeur et distributeur à maintenir les journaux en kiosque. Mépriser la distribution, c'est mépriser l'économie réelle de la presse écrite.

- Mentorats : Quant aux compétences éditoriales, elles ont été aiguisées par des icônes comme Gassim Magassouba et Aliou Baldé (Fabio), des journalistes qui honoraient notre profession. Dénoncer le journalisme par procuration

Le véritable débat n'est pas celui de la carte de presse, mais celui de la moralité de la gestion :

- Contraste avec Patronne de Rattrapage : L'ancienne Présidente se contente de la reproduction d'articles (copier-coller) pour déposer ses justificatifs à la HAC. Son journalisme n'est plus qu'une façade depuis le retrait d'un éminent journaliste impeccable que tout le monde connaît.
- Le côté obscur : Le bilan de la gestion passée révèle que :
  - L'opacité règne sur les fonds des campagnes nationales (PN-RAVEC).
  - L'ancienne équipe n'a jamais expliqué le rejet d'un chèque de 100 millions GNF destiné à la presse écrite.
  - Les subventions du Chef de l'État ont été utilisées pour un clientélisme au lieu de renforcer la corporation.

Le journalisme ne se résume pas à faire du copier-coller pour déposer le minimum légal de copies à la HAC. Or, c'est ce que l'ancienne gestion a encouragé en favorisant les structures fantoches au détriment des vrais organes de presse. La voie de l'avenir L'élection d'un nouveau Bureau est un signal fort envoyé aux autorités et aux partenaires : l'AGEPI veut la transparence. Plutôt que de s'enliser dans une guerre de communiqués, le nouveau Bureau Exécutif fait preuve de sagesse en se concentrant sur les faits. La voie à suivre est claire : lancer un audit financier complet, assainir la liste des

membres, et rétablir des critères de répartition des subventions basés sur le mérite professionnel et l'équité, et non plus sur la fidélité personnelle.

C'est uniquement par la rigueur et l'honnêteté que l'AGEPI retrouvera la crédibilité perdue et la dignité de ses membres. Le temps des manœuvres est révolu. C'est celui du travail qui commence. Focus sur l'origine de la crise

La crise de l'AGEPI trouve son origine dans la commission de répartition de la subvention en 2022, dont M. Mamadou Aliou Diakité était le Président. C'est la réussite de cette commission qui a permis à l'ancienne Présidente de s'y infiltrer, de s'en servir comme tremplin pour briguer la présidence de l'AGEPI et de s'y installer. La suite, empreinte d'opacité et de clientélisme, est malheureusement connue.

L'ancienne Présidente cherche à enfermer M. Diakité dans un rôle unique pour minimiser son expérience, mais il est de notoriété publique que le nouveau Président est, à l'origine, un Comptable de profession dont le parcours est un modèle de compétence, de rigueur et d'ascension sociale par le mérite.

L'excellence de M. Diakité ne se limite pas à la presse :

- Preuve de Compétence Élite : Après avoir postulé pour des postes de comptabilité à la BCRG (Banque Centrale de la République de Guinée) et au prestigieux Hôtel Camayenne (Groupe SABENA), il a décroché les deux postes simultanément, sortant premier du concours de la BCRG devant des centaines de jeunes diplômés venus de toute la Guinée.
- Rigueur et Humilité :

Ayant choisi HOTCAM (Groupe SABENA) pour son potentiel de formation et d'évolution, M. Diakité a fait preuve d'une humilité et d'une rigueur rares. Lorsque le Directeur Général lui proposa, pour des raisons d'équipe, de commencer par un poste dans le service des étages (valet de chambre), il accepta sans hésiter.

- Ascension Fulgurante : Cette rigueur a rapidement porté ses fruits. En quelques mois, il fut nommé meilleur employé du mois, puis de l'année. Son parcours fut marqué par une série de promotions rapides et méritées : Assistant du Directeur du Personnel, Contrôleur de la Restauration, Assistant du DGA, et contrôleur du coffre-fort de l'hôtel.

- Excellence Permanente : Ces promotions étaient systématiquement accompagnées de formations, et à chaque session, M. Diakité terminait premier. Ses patrons (notamment M. Luc Armand Verschelden & André Deblandre) le félicitaient et le récompensaient régulièrement, signe d'une rigoureuse excellence.

M. Mamadou Aliou Diakité est le fruit d'une éducation austère et d'une triple rigueur : celle de ses maîtres à l'Hôtel Camayenne (Groupe SABENA), celle de M. Aboubacar Sylla au Groupe L'Indépendant, et sa propre discipline inébranlable. Le Bureau Exécutif de l'AGEPI n'est donc pas dirigé par un amateur, mais par un professionnel aguerri, qui a prouvé sa compétence, son adaptabilité et sa réussite dans les secteurs les plus exigeants de l'économie guinéenne.

L'AGEPI sera désormais gérée avec cette même rigueur et cette même exigence de résultat.

## Campagne électorale

# Le FRONDEG de Yéro Baldé mobilise à Kankan nouveau président

**Le mercredi 10 décembre 2025, dans le cadre de la campagne présidentielle en cours, l'ancien ministre d'Alpha Condé, Abdoulaye Yéro Baldé, présenté par le Front Démocratique de Guinée (FronDeG) a participé à un carnaval et tenu un meeting, à Kankan, la ville natale de Mamadi Doumbouya.**



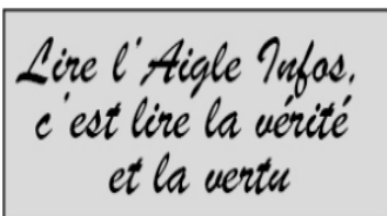
Selon le site Africaguinee.com, du point de départ au quartier Mobile, en passant par le rond-point de M'balia, le Grand Marché de Kankan, centre névralgique de la ville, jusqu'au terrain de l'Université, où s'est tenu un rassemblement géant, une foule dense et compacte, déterminée comme jamais, s'est formée autour du cortège du candidat Abdoulaye Yéro Baldé. Des militants vêtus de t-shirts et casquettes du parti, de jeunes motards, de femmes en tenues traditionnelles, ainsi que de sages de la ville sont venus apporter leurs bénédictions et leur soutien au parti et à son candidat.

D'après toujours le site d'informations en ligne, tout au long du trajet, l'ambiance fut festive et conviviale. Visiblement très ému par cette grande mobilisation et l'accueil chaleureux qui lui a été réservé, le président du haut de son véhicule a salué la foule, sourire aux lèvres, geste illustrant sa gratitude envers ses militants et sympathisants. Le même enthousiasme fut observé dans tous les quartiers traversés par le cortège. La parade s'est achevée au Stade de l'Université Julius Nyerere, où s'est tenu un meeting ayant rassemblé une foule tout aussi impressionnante que celle qui a tenu en haleine le FronDeG tout au long du parcours. A cette occasion, un message clair a été livré par le candidat Abdoulaye Yéro Baldé en maninka, langue prédominante de la localité. Un message axé, entre autres, sur l'unité et la cohésion nationale ; la création d'opportunités pour les jeunes ; la valorisation des femmes dans la gouvernance ; la mise en place d'une gestion

juste, moderne et responsable dans tous les secteurs du pays. L'ancien ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique n'a pas manqué de remercier les populations de Kankan pour leur mobilisation exceptionnelle et a réaffirmé son engagement à mettre en œuvre un projet politique capable de transformer durablement la Guinée.

Selon les observateurs, le rassemblement s'est soldé par une réussite, marquant ainsi une étape majeure dans la dynamique de la campagne du candidat Abdoulaye Yéro Baldé qui se démarque et fait déjà écho à travers le pays, rapporte Africa-guinee.com.

Kaba Kankoula



## Bénin

# Le porte-parole du gouvernement revient sur la tentative de coup d'État

**Au Bénin, le porte-parole du gouvernement Wilfried Houngbédji s'est exprimé ce mercredi 10 décembre à Cotonou sur la tentative de coup d'État du 7 décembre. Il a retracé le déroulement des événements et reconnu l'appui de la France et de la Cédéao. Mais il a surtout insisté sur le rôle décisif des forces armées béninoises dans l'échec du putsch.**



Les enquêtes se poursuivent et les mutins, qualifiés de « soldats indignes », devront répondre de leurs actes devant la justice. Le porte-parole a par ailleurs rassuré : la situation est revenue à la normale depuis dimanche soir et il a affirmé que l'agenda institutionnel reste inchangé.

Un peu comme si le mérite des soldats béninois avait été peu valorisé, le porte-parole du gouvernement a précisé que « le renfort et l'appui des forces étrangères sont arrivés en appoint pour finaliser le travail ». Dans une chronologie détaillée des faits, il a démontré que l'armée béninoise avait accompli une bonne partie du travail pour sauver la démocratie béninoise.

Wilfrid Houngbédji estime le

nombre de mutins entre 100 et 200 – c'est la première fois qu'une telle estimation est rendue publique. Il n'a pas pu préciser où se trouve le chef des mutins, le lieutenant-colonel Pascal Tigri, commandant des forces spéciales, toujours en cavale.

Un dispositif de traque est en place et s'il se trouve à l'étranger, les services compétents prendront les mesures nécessaires pour qu'il vienne répondre de ses actes, a déclaré l'orateur. Interrogé sur d'éventuels commanditaires étrangers, il répond : « À cette étape, nous n'accusons personne, mais nous n'excluons rien. Les enquêtes nous situeront. »

Le retour à la normale est effectif depuis dimanche, et tout l'agenda institutionnel sera maintenu, a-t-il conclu, répondant aux interrogations sur le maintien ou le report des élections générales, dont les communales et les législatives prévues le 11 janvier.

RFI



## AGEPI MISE AU POINT

# M. Diakité DÉNONCE LA TENTATIVE DE DÉSINFORMATION DU BUREAU SORTANT

Conakry, le 30 novembre 2025

**Le président du nouveau Bureau Exécutif de l'Association Guinéenne des Éditeurs de la Presse Indépendante (AGEPI), issu de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 novembre 2025, prend acte du communiqué désespéré de Madame Aminata Camara. Ce texte, plein d'amertume et de désinformation, ne fait que confirmer la dérive autoritaire et le mépris statutaire qui ont conduit à son éviction légitime.**

Nous allons rétablir la vérité factuelle face aux allégations infonduées de l'ancienne équipe :

I. La Démocratie Contre l'Usurpation

Allégation de l'Ancien Bureau (Aminata Camara) Rétablissement des Faits par le Nouveau Bureau (Mamadou Aliou Diakité) «Manœuvre frauduleuse perpétrée à Kaloum.» F A U X . L'Assemblée Générale Extraordinaire (AGE) a été convoquée en réaction à la crise statutaire créée par l'expiration du mandat. L'AGE est l'organe souverain qui a légitimement mis fin à l'illégalité.

«Réunion clandestine dans une école primaire.» Hypocrisie manifeste. Le nouveau Bureau déplore l'état de l'AGEPI, cadencé et privé de la capacité d'organiser

décemment une réunion. L'assemblée réunie comprenait une majorité absolue des éditeurs, conscients que le respect des Statuts vaut plus que la beauté du lieu.

«Seul le Bureau Exécutif sortant est habilité à convoquer et à organiser le congrès.» Mensonge statutaire. Une fois le mandat expiré, le Bureau sortant perd toute légitimité. L'Assemblée Générale, convoquée par les membres fondateurs face à l'illégalité, est souveraine. La date du 16 janvier 2026 est une fuite en avant illégale, car le bureau n'est plus en fonction pour la fixer.

II. La Vraie Compétence face à l'Imposture du Copier-Coller L'ancienne Présidente tente de minimiser la légitimité de la nouvelle

équipe en s'attaquant à mon parcours professionnel. Nous allons trancher sur la base de la réalité du terrain :

A. Défendre le Rôle Vital du Distributeur

Selon nos lois en vigueur, rien n'exclut qu'un distributeur de journaux puisse être un Patron de Presse ou un Éditeur. Je suis fier de ce métier, car il est l'artère vitale de notre profession.

• Témoignage de Résilience : J'ai été l'artisan de la survie de la presse indépendante dans les moments les plus sombres. En 1999, lorsque le Groupe de Presse L'Indépendant était persécuté, j'étais, pendant près d'un mois, le seul vendeur et distributeur à maintenir les journaux en kiosque.

• Expertise : Mon parcours, où j'ai géré simultanément les

fonctions de Directeur Administratif, Financier, Commercial, Comptable et Distributeur au sein du prestigieux Groupe L'Indépendant, sous la rigueur de M. Aboubacar Sylla, prouve ma maîtrise de l'ensemble de la chaîne de valeur.

• Mentorats : Quant aux compétences éditoriales, elles ont été aiguës par des icônes comme Gassim Magassouba et Aliou Baldé (Fabio), des journalistes qui honoraient notre profession.

B. Dénoncer le Journalisme par Procuration

• Contraste : L'ancienne Présidente, la Patronne de Rattrapage, se contente de la reproduction d'articles (copier-coller) pour déposer ses justificatifs à la HAC. Son journalisme n'est plus qu'une façade depuis le retrait d'un imminent journaliste que tout le monde connaît.

• La Vraie Imposture : La vraie imposture n'est pas dans le nouveau bureau, mais dans la gestion passée qui a favorisé les coquilles vides au détriment des éditeurs qui travaillent réellement.

III. Notre dénonciation maintenue et les exigences

Le communiqué de l'ancienne Présidente ne répond absolument pas

aux accusations graves portées contre sa gestion, notamment :

• L'opacité financière des fonds du PN-RAVEC.

• Le rejet unilatéral du chèque de 100 000 000 GNF destiné à la presse écrite durant la campagne du référendum.

• L'interférence illégitime qui lui a permis de s'infiltrer à la commission de répartition de la subvention en 2022, dont j'étais pourtant le Président, bafouant la transparence et le mérite.

Le Bureau Exécutif de l'AGEPI dirigé par M. Mamadou Aliou Diakité réitère son engagement à la transparence totale. Nous informons l'opinion publique, les autorités et nos partenaires que nous sommes le seul Bureau légitime et que nous allons engager toutes les actions nécessaires, y compris la demande d'audit de la gestion passée, pour rétablir la dignité et la légalité.

L'heure de l'imposture et de l'amateurisme est terminée. L'AGEPI retrouve ses vrais professionnels. M. Mamadou Aliou Diakité Président

Contact Presse : Tél : 622 04 62  
21 Mail : madalgo1@gmail.com

## Est de la RDC

# Le groupe AFC/M23 consolide sa présence dans la ville d'Uvira, collèe à Kinshasa

À Uvira, la situation a basculé en moins de 24 h. Cette ville de l'est de la RDC est passée sous le contrôle de l'AFC/M23 depuis le 10 décembre 2025. L'entrée des combattants du mouvement, soutenu par le Rwanda d'après les autorités congolaises, burundaises et des experts de l'ONU, s'est faite sans affrontement. Ce jeudi, le groupe politico-militaire consolide sa présence et étend son contrôle sur plusieurs quartiers.



Cet avant-midi, à Uvira, dans la province du Sud-Kivu, dans l'est de la RDC, la vie a repris, mais très timidement : les marchés ont rouvert, même si l'activité reste au ralenti, et les écoles demeurent fermées.

Dans la ville, des véhicules de l'AFC/M23 circulent encore : leurs troupes sillonnent plusieurs quartiers.

Des habitants joints par RFI rapportent des coups de feu entendus encore ce jeudi matin, notamment dans le quartier Songo. Le mouvement poursuit l'extension de son contrôle sur Uvira.

La veille, Bernard Maheshe Byamungu, chef d'état-major adjoint de l'AFC/M23, est arrivé lui-même dans la ville. Il a lancé un appel aux militaires burundais qui, selon le mouvement, seraient encore présents à Uvira : il les invite à se rendre, promettant qu'ils seront escortés vers la frontière « sans être inquiétés ». Une frontière que l'AFC/M23 contrôle côté congolais, et qui, à cette heure, reste fermée.

## Dans l'opposition congolaise, quasiment aucun commentaire pour l'instant

Le gouvernement congolais demande des sanctions contre Kigali. Même ton dans la famille politique de Félix Tshisekedi. Du côté de l'Union sacrée, la plateforme du président congolais, le Secrétariat permanent appelle à une mobilisation nationale. Il annonce une marche le vendredi 19 décembre. Son objectif : « demander aux parrains et témoins de l'Accord de Washington de passer des déclarations d'intention aux actes » et d'imposer des sanctions effectives contre le Rwanda.

Autre réaction dans la majorité : la Ligue des jeunes de l'UDPS, le parti présidentiel, presse Félix Tshisekedi de renouveler en urgence le commandement militaire et les services de sécurité. Dans l'opposition, en revanche, quasiment aucun commentaire pour l'instant.

RFI

## Coopération

# Le PM malien en visite de travail à Conakry

Le mardi 9 décembre 2025, le Premier ministre malien, le général Abdoulaye Maïga, a foulé le sol guinéen pour une visite de travail. Il a été accueilli à l'aéroport Ahmed Sékou Touré de Conakry par son homologue guinéen, Amadou Oury Bah. Au terme de leur tête-à-tête à la Primature, les deux chefs de gouvernement ont animé une conférence de presse conjointe au cours de laquelle il a été essentiellement question de coopération bilatérale, sécurité sous-régionale et crise de carburant au Mali.



Dans son intervention de circonstance, le PM malien, le Général Abdoulaye Maïga a salué l'appui constant de la Guinée pendant les sanctions imposées par la CEDEAO à la suite de la prise de pouvoir par les militaires à Bamako.

« La Guinée ne nous a jamais fermé ses portes lors des sanctions malheureuses contre le Mali. Cela ne nous surprend guère », a-t-il déclaré, tout en précisant que sa visite, instruite par le président Assimi Goïta, visait à faire le point sur plusieurs dossiers stratégiques. Les deux gouvernements se sont notamment engagés à relancer les sous-commissions mixtes Mali-Guinée afin de dynamiser leurs projets communs. Le Malien n'a pas manqué d'insister sur l'approche panafricaniste partagée par les deux dirigeants et adressé ses vœux de succès à la Guinée

à l'approche de la présidentielle du 28 décembre.

Quant au Premier ministre guinéen, Amadou Oury Bah, il a déclaré : « La Guinée est toujours disponible pour accompagner la République du Mali pour l'accès à la mer. C'est pour nous une obligation morale et une responsabilité envers le peuple frère du Mali, quelles que soient les vicissitudes politiques », a-t-il affirmé. Parlant de la pénurie de carburant qui frappe actuellement le Mali, le locataire du Palais de la Colombe dira que ce sont des questions techniques qui appellent des réponses concrètes, sans publicité. Pour le chef du gouvernement guinéen, l'efficacité en matière de sécurité repose avant tout sur la discrétion.

« La Guinée reste attentive à tout ce qui peut affecter la stabilité du Mali et, plus largement, celle de l'Afrique de l'Ouest. Des ré-

ponses pratiques seront apportées en fonction de l'évolution de la situation », fera remarquer Amadou Oury Bah.

Le général Abdoulaye Maïga martèlera que les efforts du Mali contre les groupes armés ont une portée qui dépasse ses frontières.

« Nous luttons contre le terrorisme pour protéger le Mali, mais aussi pour empêcher que la menace ne se propage vers les pays voisins, en particulier la Guinée », a soutenu le Premier ministre malien.

Kaba Kankoula

